

N°1172

du  
23 OCTOBRE  
2018



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Sur le marché interbancaire de l'UMOA, d'une semaine à l'autre  
**Les prêts à 50 milliards et les emprunts à 19 milliards la première semaine d'octobre au Togo**

P.6 **Echec du boycott du recensement électoral**

# La belle leçon des populations

«Les populations ne sont pas si ignorantes que ça. Les politiciens de tout bord devraient en tenir compte.», un OPS des hauts Plateaux.



Des populations sorties pour le recensement électoral ce samedi 20 Octobre à Atakpamé

P.4 Ouverture du capital et cession d'action sur le marché boursier  
**Près de 14 millions d'actions en vente chez Oragroup**

P.4 Exécution du projet PRISET / Passé l'étape de passation des marchés, de contrôle et supervision des travaux  
**La CEET pense aux indemnisations et compensations**

P.3 Dans la stratégie de gestion de la dette à moyen terme  
**Les créanciers que cible l'Etat sur la période 2019-2023**

P.3 Nouvelle stratégie quinquennale de développement  
**PND : gouvernement et secteur privé veulent aller très vite !**

## AZIMUTS INFOS

## Apple imagine un pare-brise en réalité augmentée pour des voitures autonomes

Travaillant en secret sur un projet de voiture autonome, Apple a déjà déposé de nombreux brevets dont celui d'un pare-brise futuriste et de systèmes qui multiplieraient les informations pour prévenir les passagers, mais aussi les piétons et les autres conducteurs.

Projet Titan. Même si Apple, fidèle à ses habitudes, n'a toujours rien confirmé ou officialisé, c'est le nom donné au concept de voiture autonome du fabricant d'iPhone et de Macbook. On évoque un lancement pour 2020 ou 2021, et preuve que la firme travaille en secret sur ce projet, elle recrute des dirigeants et des ingénieurs en provenance de Tesla ou Waymo, mais aussi dépose des brevets liés au secteur automobile.

Le dernier en date, repéré par le site spécialisé Patently Apple, est justement dédié aux voitures autonomes, et le but serait de rassurer les passagers du véhicule, mais aussi les autres conducteurs. Dans le prolongement de ce que proposent déjà certains GPS, qui indiquent la route à suivre avec le nombre de kilomètres ou mètres restants jusqu'au prochain virage, la voiture prévient le "conducteur" de la prochaine manœuvre qu'elle effectuera. Si le véhicule décide ainsi de tourner au prochain virage, ou de prendre une sortie d'auto-route, le conducteur sera averti visuellement avec des indications de temps et de distance.

## Un maximum d'informations pour rassurer sur et en dehors de la voiture

Mais ce n'est pas tout puisque Apple entend donc aussi prévenir les autres conducteurs. Dans le texte du brevet, la firme évoque la possibilité d'informer les personnes extérieures à la voiture. Il pourrait donc s'agir d'autres conducteurs et de piétons, et le but serait de les prévenir de la manœuvre à venir. On imagine ainsi que des informations viendraient compléter les habituels clignotants en donnant aux autres voitures la distance du prochain virage, ou par exemple la présence d'un obstacle avant un éventuel freinage. On peut aussi imaginer des indicateurs visuels ou sonores lorsque le véhicule cherchera à se garer ou à sortir de sa place.

Ce brevet viendrait compléter celui déposé début août qui ouvre la voie à un pare-brise en réalité augmentée. Toutes les informations liées au trajet seraient affichées sur le pare-brise de l'Apple Car, et les passagers auraient ainsi toutes les informations sur l'itinéraire suivi par le véhicule, ainsi que sur les éventuels obstacles et les conditions de circulation. Mais ce brevet lié à la réalité augmentée évoque aussi des capteurs internes et externes, qui laissent supposer l'affichage de données liées au conducteur (fatigue, somnolence...) ou à l'environnement (météo). En prime, un système inspiré de FaceTime pour communiquer pendant le trajet et qui impliquerait donc la présence de caméras à l'intérieur de la voiture.

## Conférence Ecotourisme : état des lieux et opportunités au Togo

Ces dernières années, à contre-pied d'un tourisme de masse démocratisé, de nouvelles formes de voyages sont apparues. Plus respectueuses de l'environnement, en osmose avec les cultures locales, avec un impact social plus fort, elles participent aux

développements des communautés concernées. Cette conférence, regroupant un panel de professionnels du secteur au Togo, permettra de nous interroger sur les différentes formes que peuvent prendre ces nouvelles offres touristiques au Togo et sur les opportu-

nités qu'elles représentent pour le développement du pays.

Avec la participation de la Coordination nationale des organisations de Tourisme responsable et durable du Togo (CnoTrd-Togo), de 1001 Pistes Togo et de M. Bassabi Lantame, auteur d'un tra-

vail de recherche universitaire sur l'écotourisme et la préservation des sites historiques de Bassar.

23 OCT. / 18H00 | SALLE DE CONFÉRENCE | LIBRE ET GRATUITE - LOMÉ

## Foire internationale du livre de Lomé

## L'écrivain Théo Ananissoh est l'invité spécial

La Foire internationale du livre de Lomé (FIL 2018) se tiendra du 8 au 12 novembre 2018 à Lomé. A cette occasion, les organisateurs ont invité Théo Ananissoh, l'auteur de *Delikatessen* "pour partager son expérience à travers atelier de formation, panel de discussion et autres rencontres dont le menu sera dévoilé très très bientôt..."

Théo Ananissoh est auteur togolais résident en Allemagne mais écrivant en français. Né le 1er mars 1962 à Bambari, en Centrafrique, Théo Ananissoh y a passé son enfance jusqu'à l'âge de 12 ans, puis son adolescence au Togo il fit

ses études secondaires à Lomé et le lycée à Dapaong. Après deux années d'études de lettres modernes à l'Université du Bénin à Lomé. Il poursuit, à partir de 1986, ses études de lettres à Paris 3 Sorbonne Nouvelle. Nanti d'un Doctorat en Littérature générale et comparée, il a enseigné au collège en région parisienne et à l'Université de Cologne en Allemagne où il réside depuis 1994.

Il a à son actif plusieurs romans dont *Lisahohé*, éditions Gallimard, 2005, *Un reptile par habitant*, éditions Gallimard, 2007 ; *Vingt ans* pour plus tard (ouvrage collectif),



éditions Elyzad (Tunis), 2009 ; *Ténèbres à midi*, éditions Gallimard, 2010 ; *L'invitation*, éditions Elyzad,

2013 ; *Le soleil sans se brûler*, éditions Elyzad, 2015 ; *Delikatessen*, éditions Gallimard, 2017.

## Institution

## Journées portes ouvertes de l'Institut Français du Togo

Ce mois d'octobre, l'Institut français du Togo ouvre ses portes au public. Vous voulez continuer vos études en France ? L'institut offre une visite guidée de ses nouveaux espaces de la médiathèque et la bibliothèque numérique

Culturethèque. Le public peut venir y faire une partie de jeux vidéo, regarder gratuitement un bon film. Rendez-vous chez nous les samedi 20 et mercredi 24 octobre 2018. Le personnel attend impatiemment tout sourire, pour parta-

ger notre bonheur de "vivre les cultures" avec le public.

L'Institut Français est l'opérateur du Ministère des Affaires étrangères et européennes en charge de la promotion de la culture et de la langue française dans le

monde. Avec un réseau de 96 Instituts français et plus de 900 alliances françaises répartis dans 161 pays, la France possède le premier réseau culturel au monde.

## Musique

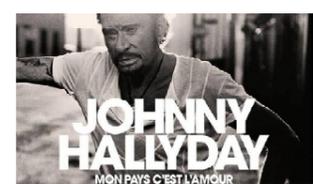
## Le dernier opus de Hallyday explose les records en France

Mon pays c'est l'amour, l'album posthume de Johnny Hallyday s'est vendu vendredi à 300 000 exemplaires physiques (CD et vinyles), un chiffre hors normes pour le marché français pour un premier jour de commercialisation, a annoncé à l'AFP la maison de disque Warner Music France.

Ce chiffre très impressionnant, qui ne prend pas en compte les

écoutes en streaming selon Warner, est un record dans la discographie du "taulier" et pour l'histoire récente de l'industrie musicale française. En 1999, son album *Sang pour sang* s'était écoulé à 250 000 exemplaires lors de son premier jour de vente, avant de devenir son plus gros succès au fil des ans avec plus de deux millions de disques

vendus. *Mon pays c'est l'amour*, au regard de ce démarrage en flèche, pourrait devenir le plus gros succès commercial de Johnny Hallyday, décédé en décembre dernier à l'âge de 74 ans. En attendant, ce disque, dont la mise en place de 800 000 exemplaires était exceptionnelle au regard de l'industrie musicale actuelle, "n'aura pas été loin de battre le



record de vente" dans l'histoire de la musique populaire française pour un premier jour d'exploitation, selon un spécialiste de la filière joint par l'AFP.

## Audiovisuel

## Mipcom 2018: l'Afrique inexistante au marché de l'audiovisuel

Les manifestations du MIPCOM (le Marché International des Programmes de la Communication) ont officiellement débuté le mardi 16 octobre à Cannes. Organisé par le groupe de communication français Reed Midem, cet événement accueillera du 15 au 18 novembre les principaux créateurs, acheteurs et distributeurs de contenus audiovisuels provenant du monde entier.

L'Afrique reste quelque peu en marge de l'événement. Bien que le contenu africain ait connu une avancée importante, il n'est toutefois pas prêt à rivaliser avec les grandes productions internationales. Ainsi donc l'on a pu constater une faible présence des créateurs africains et leurs contenus à cet événement.

Au cours des éditions précédentes du MIPCOM, il existait des stands qui proposaient

du contenu africain mais ceux-ci n'ont pas été reconduits cette année. Pour trouver du contenu africain, il faut se rendre chez les distributeurs étrangers. "Trace Content Distribution" est le plus grand fournisseur de contenus africains.

On peut aussi trouver dans le catalogue présenté par l'entreprise MIPCOM le film *Isoken*, un des plus gros succès de Nollywood, l'industrie cinématographique

nigérienne. Sont aussi présentes les séries "Apple for 2" du Cameroun, "V République" du Ghana et des séries animées telles que "Nubu et Yara" de la Côte d'Ivoire.

L'Afrique n'aura pas fait parler d'elle à ce MIPCOM 2018 contrairement à celui de l'année dernière qui lui était grandement consacré. Vivement que l'industrie de l'audiovisuel se développe en Afrique et se fasse connaître dans le monde entier.



Directeur de la Publication  
Hugue ERIC JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA

Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais  
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tel: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Nouvelle stratégie quinquennale de développement

## PND : gouvernement et secteur privé veulent aller très vite !

Late Pater

La prise en compte par le budget général de l'Etat du Plan national de développement (PND 2018-2022) doit être effective à partir de la loi de finances, gestion 2019. Pour la cause, les initiatives se multiplient autour dudit Plan. La dernière est cet atelier d'appropriation du PND et de la stratégie de coopération Chine-Togo, tenu les 19 et 20 octobre 2018 au palais de la Présidence à Lomé. Membres du gouvernement, acteurs du secteur privé et bailleurs de fonds y étaient. Les objectifs majeurs de cet atelier de haut niveau visaient la sollicitation des contributions du secteur privé



sur les options d'investissements en vue de réaliser les objectifs et projets structurants contenus dans le PND. Et à sa première journée, l'atelier a connu la présentation des différents projets

phares pour lesquels l'Etat sollicite la participation du secteur privé, un panel portant sur les questions de cohérence politique, le cadre macro économique, l'amélioration du climat des affai-

res et l'implication attendue du secteur privé. L'importance de la digitalisation dans une économie et les mécanismes de coordination, de mise en œuvre et de suivi du PND ont été également développés. La deuxième journée a été consacrée à la stratégie de coopération Chine-Togo : une occasion de voir comment les objectifs du PND peuvent tirer le meilleur des initiatives majeures édictées par le Président chinois Xi Jinping.

Le gouvernement togolais et le secteur privé veulent aller très vite, en conviant les opérateurs économiques et les partenaires techniques et financiers de renom à ce rendez-vous. Dans son mot



introdutif, le Premier ministre Selom Klassou a relevé « la fine connaissance du PND par les participants comme gage de son appropriation et préalable pour la réussite de sa mise en œuvre ». Il a également rappelé « la nécessité de fédérer une grande diversité d'acteurs et la convergence des compétences et expertises de tous ces derniers en vue de relever les défis contenus dans le PND ». Par ailleurs, il a invité les opérateurs économiques et autres acteurs du secteur privé togolais « à identifier et élaborer rapidement des projets mûrs, attractifs, bancables et gagnants-gagnants à soumettre aux partenaires chinois dans le but de mieux bénéficier des 60 milliards de dollars supplémentaires » promis par le président chinois au développement économique des pays africains lors du septième Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC, tenu début septembre à Pékin). Les huit initiatives phares du FOCAC 2018 portent essentiellement sur la promotion industrielle, la connectivité des infrastructures, la facilitation du commerce, l'économie verte, le renforcement des capacités, la santé, l'échange entre les peuples et la paix et sécurité. « Il est évident que la réponse efficace à apporter aux défis contenus dans le PND exige une approche fortement multi-acteurs (publics/privés, partenaires au développement, société civile, etc.) pour fédérer une grande diversité d'acteurs et pour converger les expertises et la compétence indispensables des uns et des autres », a ajouté M. Klassou. « C'est aussi l'occasion de nouer de partenariat solide, avec vos homologues chinois dont nous saluons la présence de certaines sociétés de renom à cet atelier (...) Premier arrivé, premier servi ».

Adopté en conseil des ministres le 3 août 2018, le Plan national de développement vise à faire du Togo un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région, à développer des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives, et le renforcement des mécanismes efficaces d'inclusion économique et sociale. En cinq années

de mise en œuvre, plus de 4622,2 milliards de francs Cfa seront nécessaires en ressources. Il est attendu que les privés y participent à hauteur d'un peu plus 2999,1 milliards de francs Cfa, soit 65% du coût global du PND. Les dépenses d'investissement public, elles, sont attendues à 1623,1 milliards de francs Cfa, représentant 35% du coût global. A noter d'ores et déjà que, durant la période 2013-2017 de mise en œuvre de la SCAPE, les prévisions budgétaires sont restées largement en deçà des ambitions du programme d'actions prioritaires : l'absence de table ronde et l'imprévisibilité des risques liés à la mobilisation de ressources due entre autres à l'ampleur des troubles sociopolitiques ont limité les ressources mobilisées sur le plan national pour le dynamisme de la mise en œuvre des actions définies dans les documents de stratégie.

Le PND révèle la vision du gouvernement à moyen terme et repose sur trois axes stratégiques. L'axe 1 positionne la mise en œuvre des grands investissements en infrastructures logistiques et d'affaires comme le principal gisement de la croissance à court terme. Il vise la mise en place d'un hub logistique d'excellence et d'un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région, notamment à travers une amélioration des infrastructures existantes et de la connectivité multimodale et des TIC. L'axe 2 vise le développement industriel dans des secteurs créateurs de valeur ajoutée et significativement tournés vers l'exportation (agrobusiness, manufacture) et la satisfaction de la demande interne. Ce développement industriel a vocation à soutenir la croissance à long terme de l'économie ainsi que l'activité logistique et de service. Il est le creuset de la transformation structurelle de l'économie. L'axe 3 a pour vocation première de renforcer les capacités institutionnelles et humaines appropriées pour relever les défis de développement formulés dans les axes 1 et 2. En outre, il vise à assurer la prise en compte effective des principes fondamentaux d'équité, d'inclusion et de durabilité dans l'ensemble du processus de mise en œuvre du PND.

Dans la stratégie de gestion de la dette à moyen terme

## Les créanciers que cible l'Etat sur la période 2019-2023

Jean AFOLABI

La politique de mobilisation des financements au Togo repose sur le recours aux sources extérieures et intérieures. Dans le cadre du programme d'investissement public (PIP), les principaux créanciers portent sur les créanciers concessionnels notamment les multilatéraux hautement concessionnels (l'IDA, le groupe BAD/FAD, l'AFD et le FIDA) et concessionnels comme (la BID et la BADEA), de même que les bilatéraux concessionnels tels que la Chine et le Fonds Saoudien. Les emprunts intérieurs sont constitués des obligations du Trésor et d'emprunts auprès de la Banque ouest africaine de développement (BOAD).

A fin 2018, le profil de la dette existante révèle des risques de refinancement en raison des échéances des prêts contractés sur le marché intérieur. Sous l'hypothèse de reprofilage, le risque de refinancement lié à la dette intérieure est atténué dans une moindre mesure compte tenu du poids important de la dette de court et moyen termes dans le portefeuille. Ce profil, couplé avec les besoins de financement du budget 2019, nécessite la formulation d'une stratégie destinée à satisfaire les besoins de financement de l'Etat à moindre coût et avec un niveau de risques acceptable sans générer un dysfonctionnement dans la gestion de la trésorerie de l'Etat. Suivant les orientations du programme triennal conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) et celles du gouvernement visant à mobiliser des ressources auprès des créanciers concessionnels extérieurs, tout en contribuant au développement du marché des titres publics de l'UEMOA, la stratégie retenue pour la période 2019-2023 vise la mobilisation des ressources

auprès des créanciers extérieurs concessionnels à savoir FIDA, IDA, FAD et AFD afin d'atténuer davantage le risque de refinancement qui pèse encore sur le portefeuille de la dette existante après le reprofilage. La dette intérieure sera également mobilisée sur le marché régional des titres publics avec des instruments de maturités de 3 ans et 5 ans compte tenu des contraintes qui existent sur ce marché.

Selon le document établi par le Comité national de la dette publique (susceptible d'amélioration), le gouvernement continuera à mobiliser auprès des créanciers extérieurs semi-concessionnels tels que Eximbank Chine, Eximbank Inde, le Fonds Koweïtien et le Fonds Saoudien dont les projets sont en cours d'exécution. Cette stratégie réduit le risque de refinancement lié à la dette intérieure dans le portefeuille existant dont la maturité moyenne passe de 5,4 ans à 8,5 ans. Par contre, elle expose le portefeuille au risque de taux de change. Pour réduire ce risque, la devise qui devrait être privilégiée est l'euro.

Selon la stratégie retenue, à l'horizon 2023, le portefeuille de la dette publique devrait être composé de 55,2% de dette extérieure et 44,8% de dette intérieure contre respectivement 37,3% et 62,7% à fin 2018. La dette qui arrive à échéance dans un an ressortirait à 17,1% en 2023 contre 13,3% en 2018. Par contre, la maturité moyenne du portefeuille passerait de 5,4 ans en 2018 à 8,5 ans en 2023. Pour l'année 2019, il se dégage un besoin d'endettement de 316,8 milliards de francs Cfa, soit 10,1% du PIB. Pour couvrir ce besoin d'endettement, les décaissements attendus sur les emprunts extérieurs, déjà signés ou en cours de signature, se chiffrent à 78,3 milliards de francs Cfa et les em-

prunts intérieurs pour un montant maximal de 178,4 milliards de francs Cfa.

**Perspectives macroéconomiques.** Les hypothèses de projection macroéconomique sont basées sur le cadrage macroéconomique de mai 2018 du Comité PIB, le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel (DPBEP) 2019-2021 et le programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) 2017-2019 signé en mai 2017 avec le FMI. L'un des principaux objectifs de ce programme est de réduire la dette publique à un niveau soutenable. A cet égard, le gouvernement s'engage à réduire le déficit budgétaire ; ne pas contracter ou garantir de dette extérieure nominale non concessionnelle ; respecter le niveau d'emprunts extérieurs concessionnels nouveaux, comme convenu avec le FMI ; renforcer la gestion de la dette à travers la réorganisation des services de la dette publique, conformément aux meilleures pratiques internationales. Le cadrage macroéconomique portant sur la période 2019-2023 fait ressortir un taux moyen de croissance de 5,2% qui serait porté par tous les secteurs de l'économie, notamment l'agriculture, les bâtiments et travaux publics (BTP) et le dynamisme des activités minières et des transports. Le taux d'inflation mesuré par le déflateur du PIB s'établirait à 1,5% en moyenne sur la période 2019-2023 et serait en dessous de la norme communautaire de 3% de l'UEMOA. La maîtrise de l'inflation sur cette période serait la conséquence de conditions climatiques favorables et du maintien du soutien du gouvernement au secteur agricole, à travers notamment la mise à disposition des intrants nécessaires à la bonne conduite des campagnes agricoles. Cette politique assurerait la disponibilité des pro-

duits alimentaires locaux, notamment vivriers, grâce aux excédents céréaliers qui se dégageraient et pourraient être exportés. Cette situation serait renforcée par les premiers résultats qui découleraient de la mise en œuvre des agropoles ainsi que du Mécanisme incitatif de financement de l'agriculture (MIFA).

Au titre des finances publiques, le solde budgétaire devrait s'améliorer sur la même période en relation avec un accroissement des recettes budgétaires et une maîtrise des dépenses publiques. Ainsi, le solde budgétaire est projeté en moyenne à -1,3% du PIB sur la période, pour une norme communautaire minimale de -3,0%.

Bien que les perspectives macroéconomiques pour la période 2019-2023 soient favorables, l'économie togolaise reste particulièrement vulnérable à divers risques potentiels. Les risques potentiels qui pourraient ralentir la croissance économique du Togo sont principalement les faibles performances du secteur agricole, imputables essentiellement à la baisse des précipitations dans les principales zones de production ; la dégradation de la conjoncture économique dans les pays partenaires voisins ; le resserrement de la politique monétaire de la BCEAO ; l'assèchement de la liquidité sur le marché régional des titres publics, lié à l'augmentation des sollicitations de ce marché par les autres pays membres de l'UEMOA ; l'évolution défavorable de la conjoncture économique dans la zone euro ; la contraction des investissements publics ; la faible efficacité des investissements privés ; le ralentissement des concours du système financier au secteur privé.

Exécution du projet PRISET / Passé l'étape de passation des marchés, de contrôle et supervision des travaux

## La CEET pense aux indemnités et compensations

Jean AFOLABI

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de réformes et d'investissement dans le secteur de l'énergie au Togo (PRISET), la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET), conformément aux directives de la Banque mondiale, dont l'IDA – Agence internationale pour le développement – a financé le projet, met en avant le paiement des compensations et des indemnités susceptibles d'intervenir dans la réhabilitation des réseaux MT (moyenne tension) et de l'extension des réseaux MT/BT. Aussi est-il annoncé la sollicitation, sous peu, des services d'une consultation en vue d'appuyer l'Unité de gestion du projet (UGP).

La consultation retenue devra ainsi assister l'UGP dans le paiement des compensations et indemnités, et dans la supervision du processus de réinstallation (du ciblage jusqu'au déplacement) ; l'assister dans l'enregistrement des plaintes et réclamations, ainsi que dans l'implication et la participation de l'ensemble des parties prenantes engagées dans la mise en œuvre du projet, la prise en compte du genre et les aspects relatifs à l'inclusion sociale. Elle devra également assister ladite unité dans la prise en compte des aspects de sauvegarde sociale

dans les activités des sous-projets (processus de préparation, sélection et mise en œuvre), assistance dans l'appropriation et la diffusion du Plan d'action de réinstallation, assistance dans la mise en œuvre de toutes les recommandations relatives aux aspects de sauvegardes sociales, des missions de supervision ou d'appui du Projet

La date prévisionnelle de démarrage des services de cette consultation était, officiellement, prévue pour juillet 2018 pour une durée d'exécution de douze (12) hommes-mois. Dans ce projet dont la convention avec la Banque mondiale a été signée en décembre 2017, l'autorité publique s'est déjà lancée dans le recrutement de spécialiste en passation des marchés, d'un autre pour le suivi et contrôle des travaux et d'un troisième pour la supervision. Tous devraient être bouclés en mars 2018, aux fins de démarrer leur consultation en août ou septembre.

Il est rappelé que le gouvernement togolais, à travers la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET), a initié avec l'appui de la Banque mondiale, le Projet de Réformes et d'Investissement dans le Secteur de l'Energie au Togo (PRISET) qui a pour objectif global d'améliorer le rendement du réseau électrique et augmenter le

taux d'accès à l'électricité à Lomé. D'après le ministère de l'Energie et des mines, les objectifs spécifiques du projet se déclinent comme suit: (i) examiner et mettre à jour le cadre juridique réglementaire dans le secteur; (ii) fixer une nouvelle politique tarifaire pour assurer la viabilité financière du secteur; (iii) réformer, renforcer, et améliorer la gestion des services publics et (iv) réhabiliter, renforcer et étendre le réseau de distribution de la capitale Lomé, afin de réduire les pertes techniques, améliorer la qualité et la fiabilité de l'offre et améliorer l'accès aux services d'électricité.

Ces objectifs cadrent parfaitement avec les orientations de l'Etat togolais énoncées dans différents documents de politique et stratégies de développement économique, social, et notamment la Stratégie de Croissance Accélérée de de Promotion de l'Emploi (SCAPE 2013-2017), la loi n°2007-011 relative à la décentralisation et aux libertés locales, la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD). Le projet comprend trois composantes à savoir: (i) Composante 1: Amélioration de l'accès aux services électriques en milieu urbain; (ii) Composante 2: Réforme du secteur; (iii) Composante 3: Gestion de projet et formation.

### Mettre les biens à l'abri de coûts de sinistres

Sur un chapitre similaire, dans le souci de maîtriser les risques dans l'exécution de ses projets, la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET), a prévu de mettre en place une réelle couverture d'assurance intelligente au coût réel, à l'abri des sanctions de la sous-assurance ou de la sur-assurance qui conduisent à l'application des règles proportionnelles des primes et des capitaux. Elle dispose à cet effet des fonds propres pour financer le marché de recrutement d'un consultant pour l'expertise préalable des biens à assurer.

Les services du cabinet consisteront à : (i) procéder au recrutement et à l'inventaire exhaustif et physique des installations, équipements, matériels et immobilier ; (ii) faire un examen et un contrôle de ces équipements, matériels, et immobiliers ; (iii) apprécier l'état technique actuel des installations, équipements, matériels et immobilier ; (iv) examiner les diverses mesures de sécurité mises en place par la CEET ou par les constructeurs de matériels ; (v) procéder à une évaluation de ces installations, équipements, matériels et immobiliers ; (vi) évaluer le sinistre maximum possible (SMP) ; (vii) auditer les valeurs des équipements et matériels d'exploitation : valeur de remplacement à neuf ou valeur d'occasion, calcul du taux de vétusté, valeur vénale ; (viii) auditer les valeurs des immeubles commerciaux, administratifs et industriels : valeur de remplacement à neuf ou valeur d'occasion, calcul du taux de vétusté, valeur vénale. La durée prévisionnelle de la mission du cabinet est de quarante-cinq (45) jours.

Pour rappel, la mission générale de la CEET est d'assurer le service public de distribution et de vente de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire national dans le respect des normes en vigueur dans la production, le transport et la distribution d'électricité. Les principaux éléments qui définissent ladite mission sont : l'approvisionnement et la distribution d'électricité au moindre coût en conformité avec les principes commerciaux couramment admis ; la qualité et la continuité du service ; la tarification effective de l'électricité en se basant au moins sur les critères de coûts de fourniture ; la viabilité technique et l'efficacité opérationnelle ; la rentabilité financière et l'équilibre financier ; des ressources humaines qualifiées et compétentes.

A compter de janvier 2019

## Le Ghana et le Burkina en dédouanement anticipé à Tema

En janvier 2019, les administrations douanières du Ghana et du Burkina Faso auront la possibilité de dédouaner, par anticipation, les marchandises à destination du Burkina Faso, rapporte Lefaso.net. Ce système de déclaration anticipée au port de Tema, au Ghana, se fera à partir d'une plateforme électronique. Il a pour objectif,

d'une part de lutter contre la fraude, d'autre part, dans le cadre de transactions commerciales légales, d'accélérer les procédures de dédouanement et de transit.

« Dès qu'un Burkinabè aura des marchandises au port de Tema, il y aura des échanges d'informations entre les douanes ghanéenne et burkinabè qui seront

installées à Tema, ce qui nous permettra de prendre correctement en charge les marchandises qui sont arrivées au port de Tema, à destination du Burkina Faso », a expliqué le directeur général des douanes du Burkina, Adama Sawadogo, lors d'une réunion d'information le 16 octobre à Ouagadougou. Ainsi, les droits et

Sur le marché interbancaire de l'UMOA, d'une semaine à l'autre

## Les prêts à 50 milliards et les emprunts à 19 milliards la première semaine d'octobre au Togo

Jean AFOLABI

Les établissements de crédit du Togo ont enregistré, au cours de la période du 02 au 08 octobre 2018, des prêts à hauteur de 50,000 milliards, et des emprunts à 19,000 milliards. Ceci participe des activités interbancaires de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) qui enregistrent, au cours de la même période, des prêts et des emprunts en équilibre à 261,050 milliards, d'après le Service du marché monétaire de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao).

Les prêts au Togo sont, notamment à une semaine pour 28,000 milliards. A l'échéance d'une semaine, le taux moyen pondéré s'est situé à 4,84%. Les taux minimum et maximum sont fixés à 3,00% et à 6,00% respectivement.

En termes de prêts, les établis-

sements de la Côte d'Ivoire enregistrent 84,200 milliards, dont 25,500 milliards à un jour. Aux taux respectifs de 4,02%, 3,05% et 6,00%. Ils sont suivis de ceux du Burkina Faso et du Sénégal avec 49,000 milliards et 31,300 milliards respectivement, du Bénin avec 22,500 milliards, du Niger et du Mali avec 14,150 milliards et 5,900 milliards respectivement. La Guinée-Bissau n'enregistre que des prêts à 4,000 milliards.

En termes d'emprunts, les établissements du Sénégal font 81,450 milliards, dont 18,000 milliards à deux semaines. Aux taux respectifs de 5,04%, 3,30% et 6,50%. Le Mali et la Côte d'Ivoire enregistrent 80,100 milliards et 52,000 milliards. Le Bénin fait 24,500 milliards dont 3,000 milliards à un mois. Aux taux de 4,81%, 3,40% et 5,80%. Le Burkina Faso et le Niger enregistrent

2,000 milliards chacun.

D'après la Banque centrale, le marché interbancaire de l'UEMOA a enregistré une baisse du volume des transactions au cours du mois d'août 2018. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, s'est établi à 186,3 milliards en août 2018, contre 224,6 milliards en juillet 2018, soit une diminution de 17,1%. Le taux moyen pondéré de ces opérations est ressorti à 4,56%, contre une réalisation de 4,65% un mois plus tôt. Sur le marché à une semaine, le volume moyen des opérations a baissé de 23,6% pour s'établir à 113,0 milliards. Le taux d'intérêt moyen sur ce guichet s'est établi à 4,48%, contre une réalisation de 4,43% le mois précédent.

Ouverture du capital et cession d'action sur le marché boursier

## Près de 14 millions d'actions en vente chez Oragroup

Le groupe bancaire panafricain Oragroup, basé à Lomé, vient d'annoncer avoir reçu le feu vert du Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) pour lancer son processus d'introduction à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan. « La souscription opérée par les Sociétés de gestion et d'intermédiation (SGI) se déroulera du 29 octobre au 16 novembre, avec la possibilité d'une clôture anticipée en cas de souscription, pour une cotation des titres en février 2019, sous réserve de la validation de la BRVM », informe le holding financier présent dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Au total, Oragroup envisage d'ouvrir 20% de son capital, et procède à une offre publique de vente (OPV ORABANK) de 13.883.006 titres dont 6.097.561 actions nouvelles sur le marché boursier régional. Le prix indicatif de l'action est fixé à 4.100 FCFA, avec un montant total de l'émission estimé à 56 milliards 916 millions 224 mille 600 FCFA. Les actions seront émises sous forme dématérialisée, enregistrées et tenues en compte auprès des Sociétés de Gestion et



Binta Touré Ndoye, Directrice Générale d'Oragroup

d'Intermédiation (SGI) et du dépositaire central/Banque de règlement sur la conservation des valeurs mobilières au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Les actions issues de cette émission feront l'objet d'une demande d'admission au premier compartiment de la BRVM, indique la SGI Togo.

L'opération se caractérise par l'émission de 6 097 561 actions nouvelles, et la cession de 7.785.445 existantes par certains actionnaires actuels. Elle est guidée par la volonté de renforcer les fonds propres et d'améliorer la visibilité de la marque entre autres. En procédant conjointement à une augmentation de capital et une ces-

sion d'actions sur le marché de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), Oragroup SA et ses actionnaires entendent ainsi contribuer activement au développement du marché financier régional pour créer de la valeur, optimiser l'épargne locale, promouvoir l'actionnariat populaire et favoriser le financement du secteur privé par les voies de marché.

Le groupe affiche un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 13% de 2014 à 2017. Une croissance qui résulte, notamment : de l'augmentation des prêts et créances sur la clientèle avec une variation de 37,77% entre 2014 et 2017, ainsi que des bons du trésor et autres actifs destinés à la vente qui ont progressé au taux moyen annuel de 23,12% soit une croissance cumulée de 86,62% ; de l'augmentation significative des dépôts de la clientèle qui affichent un accroissement global de 41,68% entre 2014 et 2017, croissance tirée essentiellement par la hausse des dépôts à terme qui progressent au rythme moyen annuel de 27,30%.

L'augmentation du capital d'Oragroup s'inscrit dans la volonté des actionnaires de consolider la croissance du groupe et accompagner son développement. Le groupe a consolidé son leadership dans certains pays (Togo, Gabon, Guinée-Bissau, Tchad) et continue de gagner des parts de marché dans un environnement très concurrentiel en Côte d'Ivoire ou au Sénégal. Par ailleurs, l'acquisition et l'intégration réussie du réseau des banques BRS ont constitué une étape cruciale de l'évolution d'Orabank.

OMNISPORTS/JOJ 2022

## Benjamin Boukpeti : "Pour l'Afrique, Dakar 2022 va ouvrir beaucoup de portes"

Après Buenos Aires 2018, les Jeux de la Jeunesse feront étape à Dakar en 2022. FrancsJeux a interrogé Benjamin Boukpeti, l'ancien kayakiste, premier médaillé olympique de l'histoire du Togo, sur l'apport des athlètes dans l'organisation de cet événement, ce 18 octobre au forum régional Peace and Sport sur l'île grecque de Rhodes.

Hervé A.

**FrancsJeux: Quel regard portez-vous sur l'attribution à Dakar des Jeux de la Jeunesse en 2022 ?**

**Benjamin Boukpeti :** Je trouve cela super, évidemment. Pour l'Afrique, cet événement va constituer un premier pas nécessaire. Thomas Bach avait annoncé dès son arrivée à la tête du CIO son ambition de faire de l'Afrique un acteur majeur du mouvement olympique. Cette désignation le concrétise. Maintenant, un vrai challenge débute. Mais, au-delà des questions liées aux sites et aux infrastructures, les Jeux de la Jeunesse 2022 offrent à l'Afrique l'opportunité de montrer qu'elle a la capacité de réussir. Pour les jeunes sur le continent, l'impact peut être considérable. L'événement leur ouvre des portes et leur offre une véritable fenêtre.

**L'Afrique est-elle prête à relever le défi ?**

Je ne peux pas répondre maintenant. On verra. Aujourd'hui, elle n'a pas peut-être pas le niveau de maturité nécessaire, mais les quatre années de préparation peuvent lui permettre d'y accéder. La jeune génération va profiter à plein de l'événement pour brûler les étapes.

**Quel rôle vont jouer les athlètes africains dans la préparation et l'organisation des Jeux de la Jeunesse 2022 à Dakar ?**

Ils vont être très fortement impliqués, dès le début. Cela fait partie du cahier des charges imposé par le CIO. Kirsty Coventry, la présidente de la commission des athlètes du CIO, s'est déjà vue confier une grande responsabilité avec la présidence de la commission de coordination. Elle ne sera pas la seule. Les athlètes africains sont nombreux aujourd'hui à vouloir jouer un rôle dans le mouvement sportif, national ou international. J'en fais partie. Dans le cas des Jeux de la Jeunesse de Dakar, je



suis très intéressé par la perspective de pouvoir servir de relais avec les Africains qui voudront s'impliquer dans l'organisation pour aider au développement du continent. Cet événement constitue une opportunité historique, non seulement pour le Sénégal et l'Afrique, mais aussi pour les nouvelles générations.

**Vous-même, comment con-**

**crétisez-vous votre volonté de vous impliquer dans le mouvement sportif ?**

Je siège à la commission des athlètes de l'ACNOA. Elle a organisé un forum au mois de septembre dernier au Zimbabwe. Mais je suis plus impliqué comme Champion de la Paix de l'organisation Peace and Sport. J'y suis très actif en France, sur le terrain, par des actions concrètes. Je participe à des ateliers sportifs avec la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse), où nous intervenons auprès de mineurs en utilisant le sport, ses règles et ses valeurs, pour les reconnecter avec la société. Je travaille également, dans la même direction, avec des personnes isolées : jeunes adultes en difficulté d'insertion, migrants, demandeurs d'emploi... Nous venons régulièrement les voir pour leur expliquer que nous croyons en eux et en leurs chances de s'en sortir. Elles doivent retrouver la confiance. La présence à leurs côtés d'un champion peut y contribuer.

JO 2032

## L'Argentine veut d'abord tirer les leçons des JOJ

**Avant même le baisser de rideau des Jeux de la Jeunesse 2018 à Buenos Aires, jeudi 18 octobre, le président du CIO a évoqué devant les médias une possible candidature de l'Argentine aux Jeux d'été en 2032. Certes, il a employé le conditionnel. Mais en se gardant bien de laisser le doute envelopper ses propos.**

"Après le remarquable succès des Jeux de la Jeunesse 2018, je ne peux pas imaginer une seule personne au CIO qui doute de la capacité de l'Argentine et de Buenos Aires à organiser d'excellents Jeux olympiques", répondit Tho-

mas Bach. Difficile de se montrer plus catégorique.

Le CIO accueillerait à bras ouverts une candidature argentine et ne s'en cache pas. Logique. Elle donnerait encore plus d'attrait à une campagne pour les Jeux d'été en 2032 où les postulants se bousculent déjà avant même de connaître la date du début de la course. L'Allemagne planche sur un projet régional. L'Indonésie a envoyé à Lausanne sa lettre d'intention. L'Australie se range derrière Brisbane et le Queensland. Les deux Corée bossent sur une candidature commune. L'Inde répète sans

lassitude ses ambitions. La Russie y pense. Shanghai avoue y réfléchir.

Présent jeudi au côté de Thomas Bach en conférence de presse, Gerardo Werthein s'est montré prudent. Président du comité national olympique et des JOJ 2018 à Buenos Aires, il n'a pas oublié l'épisode Rio 2016, seule édition des Jeux d'été organisée à ce jour en Amérique du Sud. Le Brésil a souffert pour en venir à bout. Gerardo Werthein le sait. Pas question, donc, de se jeter à l'eau les yeux fermés.

"Nous devons d'abord digérer et voir quelles leçons peuvent être

tirées des Jeux de la Jeunesse, a expliqué posément Gerardo Werthein. Nous devons aussi voir si les Argentins en veulent, s'il existe un consensus, et si nous avons les ressources économiques suffisantes. Si nous sommes finalement d'accord pour penser que les Jeux pourraient être une bonne étape pour l'Argentine, alors il faudra s'asseoir autour d'une table, s'organiser, étudier le budget et prendre une décision. Je suis très honoré que le CIO considère Buenos Aires comme une candidate, mais il nous reviendra de décider."

FOOTBALL/MAROC

## La FRMF fait confiance à Hervé Renard

**Le président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF), Fouzi Lekjaa, a fixé comme objectif au sélectionneur des Lions de l'Atlas, Hervé Renard, de remporter la CAN 2019.**

Avec son statut de quart de finaliste de la CAN 2017 puis sa qualification pour le Mondial 2018 (avec une élimination au premier tour), le Maroc a retrouvé son rang parmi les grands d'Afrique depuis la nomination d'Hervé Renard au poste de sélectionneur en février 2016. Alors que des rumeurs insistantes font état du possible départ du technicien français, le président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF), Fouzi Lekjaa, a pris la parole pour démentir ces bruits de couloir tout en fixant une feuille de route



au technicien.

"Le principal objectif fixé est de remporter la Coupe d'Afrique des Nations", a lancé le dirigeant sur les ondes de la Radio nationale. "Nous avons fixé la date du 16 juillet prochain, au lendemain de la com-

pétition continentale, pour l'évaluation du travail du sélectionneur national. La Fédération marocaine de football respecte ses engagements, dont son contrat avec Hervé Renard (jusqu'en 2022, ndr) et nous avons une grande confiance en

lui."

C'est dit, les Lions de l'Atlas visent donc le sacre au Cameroun en juillet prochain et au vu de leur état de forme des derniers mois, c'est plutôt logique puisque le Maroc s'est imposé comme l'une des meilleures défenses d'Afrique tout en rendant une copie plus qu'honorable au Mondial face à des nations comme l'Espagne (2-2) et le Portugal (0-1) contre qui l'arbitrage n'aura pas aidé. Après le coup d'arrêt de ce mois-ci (une victoire arrachée 1-0 à domicile face aux Comores puis un nul 2-2 contre la sélection insulaire à l'extérieur), reste à Renard et sa bande à repartir de l'avant pour valider officiellement leur billet pour la CAN.

## Trois responsables de la NFF jugés en novembre

Trois responsables de la Fédération nigériane de football (NFF), Christopher Andekin, Jafaru Fadanari Mamza et Rajan Zaka vont être jugés en novembre. La Commission des crimes économiques et financiers (EFCC) les accuse d'avoir détourné 9,5 millions de dollars de subventions de la FIFA pour leur usage personnel...

Au centre de plusieurs tensions ces dernières années, la Fédération nigériane de football (NFF) se retrouve au cœur d'une nouvelle polémique puisque trois de ses membres sont accusés d'avoir détourné 9,5 millions de dollars de subventions de la FIFA à des fins personnelles, a indiqué l'agence anticorruption du pays, jeudi, à la suite d'une enquête de la Commission des crimes économiques et financiers (EFCC). Les faits reprochés dateraient de 2015.

Les trois individus soupçonnés sont Christopher Andekin (directeur de l'administration et des finances), Jafaru Fadanari Mamza (du service des finances et de la comptabilité) et Rajan Zaka ("caissier" de la Fédération). Libérés sous caution, les trois hommes ont plaidé non coupable et leur procès a été renvoyé à fin novembre.

Pour rappel, la NFF est dirigée depuis 2014 par Amaju Pinick, réélu en septembre dernier après des mois de tensions puisque Chris Giwa, son rival malheureux lors des élections de 2014, n'avait jamais admis le résultat du scrutin et il était même parvenu à faire destituer Pinick jusqu'à ce que la FIFA interviene.

## Chelsea veut blinder le contrat de Kanté

Chelsea a peur de voir N'Golo Kanté partir lors des prochains mercatos en raison de sa puissance au milieu de terrain. Face aux intérêts du Real Madrid ou du Paris Saint-Germain, le club 'blue' cherche à prolonger rapidement le contrat de son joueur.

Selon les dernières informations du 'Sun', l'intention du club britannique serait de lui offrir un gros contrat et un gros salaire pour convaincre le champion du monde de rester à Stamford Bridge la saison prochaine.

Mauricio Sarri n'a pas douté des talents du joueur français et lui a fait jouer le plus de temps de jeu possible depuis le début de la saison. Le joueur a déjà joué presque 1000 minutes de jeu depuis le début de la saison.

L'un des clubs les plus intéressés par le joueur français n'est autre que le Paris Saint-Germain. Selon le '10Sport', le Real Madrid serait lui aussi l'un des clubs qui suivraient le joueur de très près.

Chelsea a donc hâte de proposer un nouveau contrat pour le champion du monde. Cependant, les 'Blues' ne devraient pas trop se précipiter puisqu'il reste encore trois ans de contrat au milieu de terrain.

## Une offre au rabais pour Bolt

L'ancien roi du sprint Usain Bolt a bien reçu une offre du club australien des Central Coast Mariners, où il tente d'accomplir son rêve de devenir footballeur professionnel, mais avec un salaire au rabais, selon plusieurs médias.

"Je peux confirmer qu'Usain a reçu une proposition de contrat des Central Coast Mariners", a expliqué à la 'BBC' Ricky Simms, l'agent du Jamaïcain.

Numéro 95 sur le dos, référence à son record sur 100 m (9.58), il a notamment réussi un doublé pour son premier match comme titulaire, en amical, le 12 octobre.

Mais selon le 'Daily Telegraph', il n'aurait été proposé à Bolt qu'une partie des 3 millions de dollars australiens, soit près de 1,8 millions d'euros, discutés en mai avec son entourage au moment des premières négociations.

Le propriétaire des Mariners Mike Charlesworth aurait promis initialement environ 920 000 euros, auxquels devaient s'ajouter des contributions de la Fédération (près de 460 000 euros) et de plusieurs sponsors, mais la somme proposée au Jamaïcain serait bien inférieure, assure le quotidien de Sydney.

Les Mariners s'appuient actuellement en attaque sur les internationaux australiens Tommy Oar, buteur à Brisbane, et écossais Ross McComarck, prêté par Aston Villa. Bolt a également décliné une offre du club maltais de La Valette, a déclaré son agent jeudi.

Echec du boycott du recensement électoral

## La belle leçon des populations

«Les populations ne sont pas si ignorantes que ça. Les politiciens de tout bord devraient en tenir compte.», un OPS des hauts Plateaux.

Eric J.

**Au moment où s'achève le recensement électoral dans la 2<sup>e</sup> zone, le sentiment qui anime les Togolais est celui d'une satisfaction doublée d'une fierté d'avoir accompli leur devoir. En attendant... leurs droits.**

A l'heure du bilan, on peut aisément constater que l'appel au boycott de la coalition des 14 partis de l'opposition (C14) n'a pas emporté l'adhésion escomptée des populations. Malgré les moyens mis en jeu (meetings, réunions, tracts, communiqués diffusés sur les médias) appelant les populations à ne pas se rendre aux centres de recensement pour se faire enrôler, les populations des villes et des campagnes du Togo se sont déplacées, en nombre, pour cette opération aussi bien dans la zone 1 que dans la zone 2.

Le week-end dernier a été encore une occasion pour les sceptiques de se faire une raison que la stratégie de l'opposition de faire échec à ce recensement a pris l'eau de toutes parts. Partout ailleurs, dans la zone 2, passés les premiers moments de flottements dus aux habituels réglages du matériel et de quelques commodités, les populations n'ont pas hésité à envahir les

écoles, lieux habituels des opérations de recensement au Togo.

A Atakpamé, en cette journée dominicale ensoleillée, on pouvait constater dès les premières lueurs de la matinée, des groupes de personnes qui sont déjà présents dans les centres de recensement, indiquant leur volonté de posséder leur carte d'électeur. «On verra au moment des élections s'il faut y aller ou pas. Mais, il est important de posséder au moins la carte d'électeur.», a indiqué l'un d'entre eux qui s'appretait à faire son entrée dans la salle d'enregistrement.

Il faut souligner tout de même que l'engouement observé lors des précédentes opérations de recensement a fait défaut au début de l'opération. «Les premiers jours ont été durs ici à Atakpamé. Il a fallu que les premiers responsables régionaux du parti au pouvoir, les députés, les cadres du milieu se mobilisent pour que la mayonnaise prenne.», fait remarquer un observateur de la société civile qui avoue tout de même être surpris de la tournure des événements après l'intense activité de l'opposition. Un instituteur ajoute qu'il a l'impression que les gens se font recenser malgré eux, pointant du doigt les pressions supposées des autorités. «Jusqu'à jeudi et même vendredi, il n'y avait

pas eu affluence dans les centres. C'est après les appels des membres de Unir que les gens sont sortis pour aller se faire recenser. Ceci explique cela.», dit-il. De bonne guerre, lance dame Akossiwa qui, visiblement, est un sympathisant du parti au pouvoir Unir. «Au moment où les opposants appelaient au boycott, vous voudriez que nous nous taisions ? Jamais !» s'est-elle empressée de répondre, charriant au passage son vis-à-vis de l'échec des manœuvres de l'opposition qui inondent les réseaux sociaux.

Dans la préfecture de l'Amou, l'appel de l'opposition a été bel et bien entendu mais... «Au début, nous avons souscrit à l'appel de la C14. Mais quand on a eu des explications plus tard et surtout que cette carte pourrait compter pour l'élection de 2020 (ndlr : élection présidentielle), nous avons alors dit que c'est important. Même si les choses ne se passeront pas comme on le voudrait en décembre prochain, nous ne voulons pas rater le rendez-vous de 2020. C'est pourquoi nous avons décidé de nous faire enrôler. Ça ne fait du mal à personne.», a affirmé Edoh, un responsable de CDQ.

Les populations des hauts plateaux d'Akposso n'en sont pas du reste. Un opérateur de saisie fait re-

marquer que le peuple semble plus mature que les dirigeants politiques. «On est surpris de certains raisonnements faits par ces gens à qui on n'accorde pas souvent de crédit et qu'on considère comme des moutons de panurge. Ils viennent de leur prouver, surtout aux politiciens de l'opposition, qu'ils ne sont pas si ignorants que ça. Les politiciens de tout bord devraient en tenir compte.», dit-il soulignant au passage qu'aucune pression n'a été faite sur qui que ce soit dans cette zone pour le recensement. «Ils y sont allés de leur propre gré.», a-t-il conclu.

A en croire des témoignages, les mêmes scènes d'engouement sont remarquées ailleurs dans la zone 2.

L'échec patent de l'appel au boycott s'est mué donc de des allégations sur les réseaux sociaux, allant de l'enregistrement des mineurs à celui des fous. Si la commission électorale indique vouloir faire la lumière sur le problème des mineurs, celui relatif à l'enrôlement d'un fou dans la région centrale a laissé pantois plus d'un. «Ils ne savent plus quoi faire pour discréditer cette opération de recensement» se désole un responsable des Comités de listes et cartes (CLC). Il donne l'exemple du lycée d'Atakpamé (LYATA) où il a été relayé sur les réseaux sociaux que le proviseur imposait aux élèves de se



Opération de recensement à Bassar

faire enrôler sous peine de renvoi. Une information fautive, bien sûr. «Nous-mêmes avons vérifié cette information qui s'est révélée inexacte.», a confirmé un confrère journaliste opérant dans la ville.

La suite du processus incombe désormais à la commission électorale pour l'élaboration de la liste électorale devant servir pour les prochains scrutins, notamment les législatives prévues du 20 Dé-

cembre. Une manche de perdue, pour le moment, par la C14 qui a fait du boycott de cette opération de recensement, un cheval de bataille devant montrer à la CEDEAO et à la communauté internationale que rien ne va au Togo. Les experts électoraux désignés par la CEDEAO se prononceront, en temps opportun sur le processus. On saura alors le verdict de la communauté internationale.



**6<sup>ème</sup> Edition**

# GRAND JEU QUIZ



SPONSOR OFFICIEL

**Envoies\***

## Festi au 4330

**DE NOMBREUX LOTS A GAGNER**

**2 BILLETS D'AVION**

POUR UN SEJOUR A LA BAIE DES MILLIARDAIRES

**LOTS**

- DES MOTOS - DES TÉLÉS LED 55"- DES RÉFRIGÉRATEURS
- DES ABONNEMENTS CANAL - DES MINI FOURS - DES BONS D'ESSENCE
- DES CARTES DE RECHARGES - DES TICKETS DE CINEMA - DES BRACELETS

CONCOURS LANMEGA D'OR




CONCERT






SPECTACLE D'HUMOUR






JEUX







93 60 54 84    FESTIGRILL    @FESTIVALLANMEGA    www.festivallanmega.com

En ce mois d'octobre

## Toute l'Afrique se mobilise contre le cancer

Etonam Sossou

**Chaque année, le cancer tue 450 000 personnes en Afrique. Un chiffre effrayant qui pourrait doubler d'ici 2030. Alarmés, les laboratoires, les entrepreneurs et même les Premières dames du continent, à l'instar de Dominique Ouattara, appellent à redoubler d'efforts pour lutter contre ce fléau.**

Ce n'est plus l'apanage des pays riches. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le cancer fait chaque année 450 000 victimes en Afrique, et leur nombre pourrait atteindre 1 million par an d'ici 2030. Plus grave encore : les cancers les plus courants sont ceux qui se soignent habituellement le mieux, notamment les tumeurs au sein, à l'utérus et à la prostate. Si, aux États-Unis, 90 % des femmes atteintes d'un cancer du sein peuvent vaincre la maladie, seules 46 % des femmes ougandaises et 12 % des femmes gambiennes pourront en faire autant.

La plupart des pays africains sont

en effet « très mal équipés pour combattre [le cancer] : il y a très peu de cancérologues, de machines de radiothérapie ou de blocs chirurgicaux de pointe. Les tumeurs sont souvent mal diagnostiquées – quand elles ne sont pas attribuées à la sorcellerie – et 80 % ne sont pas dépistées avant d'avoir métastasé vers les ganglions ou d'autres organes », révèle une enquête du New York Times. Des chiffres préoccupants qui mobilisent les laboratoires, les entreprises et la société civile. Selon le quotidien américain, le laboratoire américain Pfizer et l'indien Cipla se sont ainsi engagés à commercialiser « à prix cassé » 16 médicaments essentiels pour les chimiothérapies. Un programme qui devrait permettre de sauver des dizaines de milliers de vies sur le continent.

**Dominique Ouattara et Sika Kaboré montent au créneau**

De grands cancérologues américains ont pour leur part promis de simplifier les protocoles de prise en charge des patients at-

teints d'un cancer afin de les adapter aux hôpitaux africains sous-équipés. Un groupe de programmeurs IBM devrait par ailleurs mettre ces informations à la disposition de tout cancérologue disposant d'une connexion internet. À ces initiatives vient s'ajouter la mobilisation de plus en plus importante de la société civile. Un séminaire régional sur la promotion de la sensibilisation à la lutte contre le cancer et les programmes de plaidoyer dans les États africains membres de l'Organisation de la coopération islamique s'est ainsi tenu à Ouagadougou les 1er et 2 août derniers.

Véritable réunion pratique, ce rendez-vous avait pour but de fournir aux premières dames africaines les outils indispensables pour plaider leur cause auprès de bailleurs de fonds et solliciter des aides concrètes pour « mettre en place le plateau technique qui manque pour lutter efficacement contre le cancer et contrôler son avancée », a expliqué la première dame burkinabé, Sika Kaboré.



La première dame ivoirienne, Dominique Ouattara, a pour sa part affirmé que le gouvernement ivoirien avait élevé le sujet au rang des priorités nationales en créant en 2008 le Programme national de lutte contre le cancer, qui a pour but de contribuer à réduire l'impact de la maladie cancéreuse par des activités de types promotionnels, pré-

ventifs, curatifs et de recherches.

**Plus d'une nouvelle victime sur deux est une femme**

Les spécialistes affirment que les femmes présentent des cancers gynécologiques des mamelles, notamment ceux du sein et du col utérin. Si jadis ces cancers ne touchaient que les sujets de plus de 40 ans, aujourd'hui les statistiques

indiquent que même les femmes de moins de 30 ans sont concernées par les cancers du sein et du col de l'utérus. Un cancer signifie la présence de cellules anormales qui se multiplient de façon incontrôlée. Dans le cas du cancer du sein, les cellules peuvent rester dans le sein ou se répandre dans le corps par les vaisseaux sanguins ou lymphatiques. La plupart du temps, la progression d'un cancer du sein prend plusieurs mois et même quelques années.

La campagne de sensibilisation au dépistage du cancer du sein a été organisée pour la première fois en 1985 aux États-Unis d'Amérique. La France a emboîté le pas en 1994. Et, progressivement, cette campagne est en train de gagner le monde entier et prendra fin le 30 octobre prochain.

## Commerce aux abords des routes

### Risquer sa vie dans la recherche de gain

**Subvenir aux besoins de la famille est un devoir auquel participent de plus en plus les femmes, soit pour contribuer à payer la scolarité des enfants, soit pour subvenir aux besoins alimentaires de la famille. Pour le faire, elles s'adonnent à plusieurs types d'activités. Et elles sont nombreuses à vendre des fruits et autres légumes aux abords des voies, souvent au péril de leur vie, sans jamais baisser les bras.**

Assises aux abords des voies, ces femmes vendent des mangues, des oranges, de la papaye, etc., pour subvenir aux besoins de leurs familles. Sous le soleil ardent, exposées à la poussière et, parfois, à la pluie, elles mènent leur commerce avec pour objectif d'aider leurs époux à supporter les charges familiales. Pouvoir se nourrir, payer la scolarité de leurs enfants et satisfaire leurs propres besoins, pour éviter de demander de l'assistance. La plupart d'entre elles exercent cette activité depuis des années. « Je pratique cette activité depuis 10 ans », laisse entendre fièrement Brigitte.

Dans l'exercice de leur commerce, elles sont confrontées à de nombreuses difficultés. Les risques d'accidents et de maladies sont leur lot quotidien. « Nous voyons du tout ici. Souvent, tu peux voir un accident mortel, qui va te rendre subitement malade. Mais si tu n'as pas d'autre chose à faire que ça, tu es obligée de faire avec et remettre tout entre les mains de Dieu ; l'implorer afin qu'il te protège de tout danger », explique une vendeuse de fruits,

installée non loin de sa compère Brigitte. Selon la loi du marché, lorsque l'offre dépasse la demande, les clients peuvent se frotter les mains ; parce que les prix sont abordables. Chez les vendeuses de fruits et légumes, la concurrence constitue, malheureusement, une autre difficulté avec laquelle elles doivent vivre au quotidien. Car elles sont nombreuses à mener cette activité de nos jours.

Les fruits et légumes leur sont vendus par panier ou par régime. Seulement, la variation des prix de ces produits constitue également un casse-tête chinois pour ces dames. « Aujourd'hui, nous payons le régime de la banane en moyenne à 2000 francs. Si le prix diminue, nous l'achetons souvent à 1000 francs. Mais il y a des jours où le prix peut monter à 3 000 francs », a indiqué l'une de ces amazones qui brave les risques et intempéries à la recherche de la pitance quotidienne.

**Le regard du client ...**

Les lieux de vente de ces fruits drainent du monde. Des clients, fidèles ou occasionnels, occupent toujours les devant des tables de ces dames. L'avantage pour



ces derniers, c'est la possibilité d'avoir les fruits en détail, et sans avoir besoin d'aller loin pour trouver les produits. Même si d'autres se plaignent de la cherté et préfèrent se rendre toujours au marché des fruits pour s'en procurer, les habitués de ces endroits soutiennent que les prix sont plus abordables aux abords des routes. La qualité et les conditions d'hygiène sont toujours garanties.

Aujourd'hui, le marché des fruits fait face à une mévente. Consommer un fruit chaque jour, bien que recommandé par les médecins, n'est toujours pas entré dans les habitudes de nombre de togolais. Alors, consommez sans modération ces fruits qui sont souvent produits au Togo et vendus à des prix intéressants. Tout en prenant le soin de bien les laver avant consommation.

## Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°512  
DE LOTO KADOO DU 12 Oct 2018

La LONATO a procédé vendredi au 512<sup>e</sup> tirage de LOTO KADOO.

Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, c'est à LOME, ANEHO, KPALIME et à TABLIGBO que des gagnants de gros lots ont été dénombrés. Dans les autres villes du pays ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont été enregistrés.

Dans la capitale, nous avons recensé trois lots de 1.000.000F CFA et deux lots de 1.500.000F CFA gagnés auprès des opérateurs 3508, 60136, 90335, 50246 et 50423.

A ANEHO, KPALIME et TABLIGBO, ce sont respectivement un lot de 1.500.000F CFA et quatre lots de 1.000.000F CFA qui ont été répertoriés sur les points de vente 70400, 70433, 7221, 40050, 80026.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Après le grand tirage du 27 juillet 2018 des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2018. Au grattage, Vous pouvez gagner jusqu'à 500.000F CFA.

Au tirage, un gros lot de 2.000.000F CFA est encore à enlever.

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 640 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA vous attendent. Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2018 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateurs et auprès des vendeurs ambulants).

**Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !**

**BONNE CHANCE A TOUS !**

**LOTO KADOO**

Résultats du tirage N°513 de LOTO KADOO du 19 Octobre 2018

Numéro de base

Numéros bonus

74 35 26 56 31 16 18

**LOTO Sam**

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°068  
DE LOTO Sam du 13 Octobre 2018

Le tirage N°069 du LOTO Sam a eu lieu samedi.

Samedi, dernier, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA, qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans toutes les villes du pays.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°069 de LOTO SAM du 20 Octobre 2018

Numéro de base

60 39 28 34 64

# COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE **CENI-TOGO**



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

**NOUVEAU RECENSEMENT  
ELECTORAL**



Du **1er** au **8 octobre 2018** : **ZONE 1**  
Du **17** au **24 octobre 2018** : **ZONE 2**



**La nouvelle  
carte d'électeur**



**pour que notre  
voix compte**

**#ElectionsTg2018**

**Togolais, viens, bâtissons la cité !**